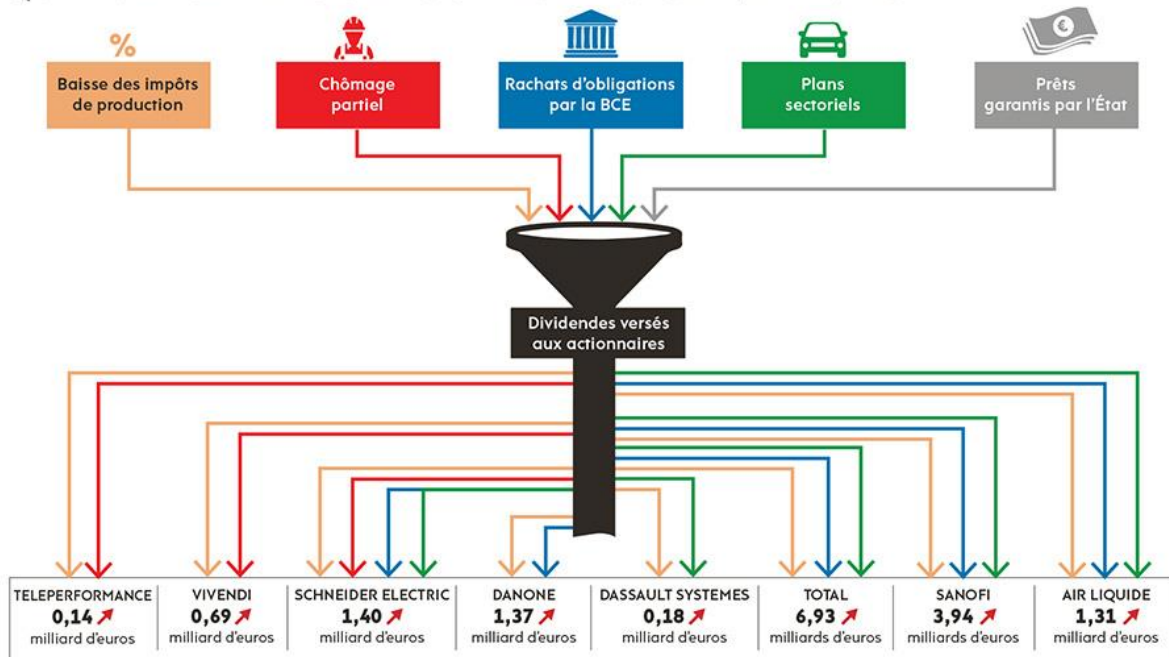


CAC 40 : Des licencieurs sous perfusion

Suppressions de postes, versements de dividendes... un rapport de l'observatoire des multinationales démontre à quoi ont servi les aides publiques directes et indirectes versées pendant la crise

Humanité 13 octobre Cyprien Boganda

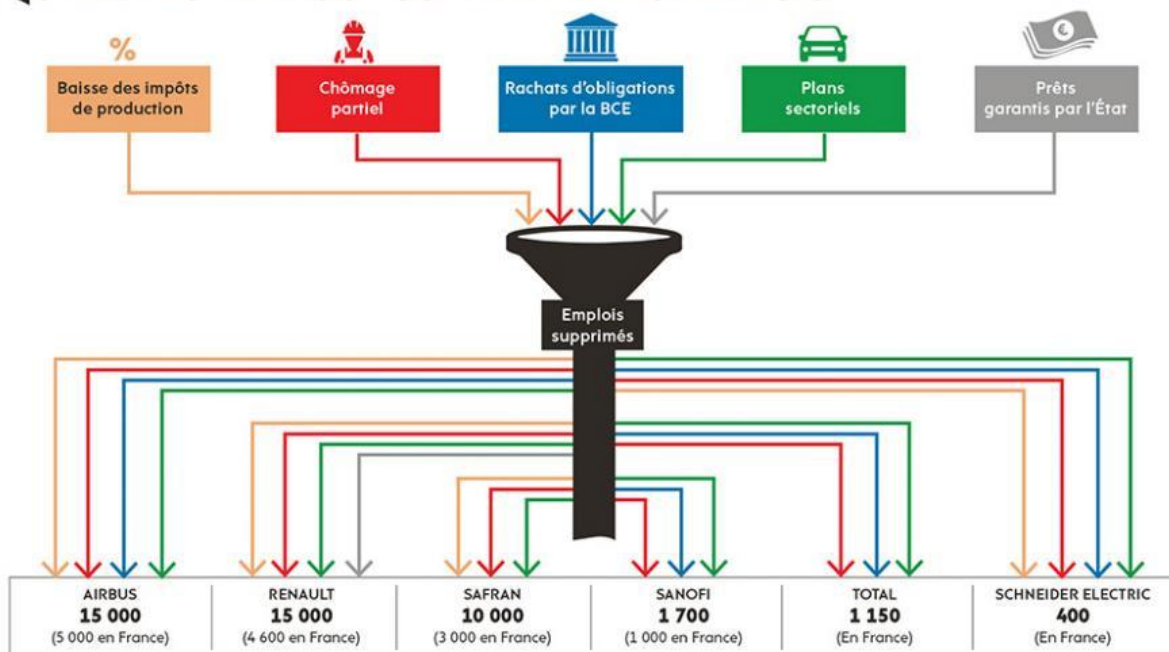
QUI EN PROFITE POUR AUGMENTER SES DIVIDENDES ?



SOURCE : OBSERVATOIRE DES MULTINATIONALES

INFOGRAPHIE

QUI EN PROFITE POUR SUPPRIMER DES EMPLOIS ?



SOURCE : OBSERVATOIRE DES MULTINATIONALES

INFOGRAPHIE

Un tiers des sociétés du CAC 40 ont versé des dividendes alors que des milliers de leurs salariés étaient rémunérés sur fonds publics via le chômage partiel... D'autres ont supprimé des postes malgré tout l'argent public reçu. Un rapport démontre à quoi ont servi les aides versées par l'État pendant la crise. **Décryptage.**

Depuis mars, le gouvernement a ouvert en grand les vannes des aides publiques, crise économique oblige. Jusqu'ici, il était compliqué d'avoir une vision d'ensemble de l'utilisation de cette manne. L'Observatoire des multinationales tente de lever un coin du voile avec un rapport, publié ce lundi, qui fournit quelques chiffres chocs. Un tiers des entreprises du CAC 40 ont distribué des dividendes pendant la période, pour un montant total de 30,3 milliards d'euros. Huit firmes ont même augmenté les dividendes versés par rapport à l'année dernière. Un tiers du CAC 40 a versé des dividendes alors que des milliers de leurs salariés étaient rémunérés sur fonds publics via le chômage partiel...

300 milliards d'euros de prêts garantis par l'État

Dans son rapport, l'Observatoire des multinationales commence par rappeler par quels canaux la manne publique a été distribuée : *« Près de 300 milliards d'euros de prêts garantis par l'État, plan d'urgence à 110 milliards d'euros dont 7 milliards d'euros pour Air France et 5 milliards pour Renault, plan tourisme, plan automobile, plan aéronautique, relocalisation industrielle, baisses d'impôts, 100 milliards pour le plan de relance, chômage partiel pour 31 milliards, reports ou annulations de charge sociales et fiscales (76 milliards)... Les sommes annoncées sont d'une ampleur inédite. »*

Certaines aides ont pris des formes indirectes, et sont passées largement sous les radars médiatiques : c'est le cas des plans de rachats massifs d'obligations d'entreprises par la Banque centrale européenne (BCE). Grands bénéficiaires : Total, Sanofi, Schneider Electric ou Air Liquide. Ce soutien discret permet à certaines multinationales – comme Total – de clairoigner qu'elles n'ont jamais bénéficié de l'aide des pouvoirs publics français...

À quoi a servi tout cet argent ? Le gouvernement n'a jamais formellement empêché aux grandes entreprises de continuer à distribuer des dividendes. Comme on pouvait s'y attendre, il a donc fallu s'en remettre à la « générosité » de leur direction. *« Seul un petit tiers du CAC 40 (treize firmes) a annulé ou suspendu le versement des dividendes initialement prévus, écrit l'observatoire. Il s'agit essentiellement des grandes banques (BNP Paribas, Crédit agricole, Société générale), qui y ont été indirectement obligées pour pouvoir avoir accès au refinancement bancaire via la BCE, ainsi que de grands groupes ayant un urgent besoin d'aides publiques pour survivre à la période (Airbus, PSA, Renault, Safran). »* À l'inverse, huit groupes ont augmenté le montant de leurs dividendes : Teleperformance (+ 26,3 %), Vivendi (+ 20 %), Schneider Electric (+ 8,5 %), Danone (+ 8,2 %), Dassault Systèmes (+ 7,7 %), Total (+ 4,7 %), Sanofi (+ 2,6 %), Air Liquide (+ 1,9 %).

Près de 60 000 suppressions d'emplois

Sur le plan social, le bilan est tout aussi édifiant. Selon les données récoltées par l'Observatoire des multinationales, les boîtes du CAC 40 ont déjà annoncé près de 60 000 suppressions d'emplois, dont le quart en France. S'il est impossible de dresser la liste ici, on peut néanmoins citer quelques cas : 15 000 chez Renault, 7 500 chez Air France, 1 700 chez Sanofi, 2 000 chez Valeo, etc. *« Si les annonces de plans sociaux au sein des poids lourds du CAC 40 font grand bruit, il ne faut pas oublier que leurs salariés ne sont pas forcément les plus exposés, note l'observatoire. Ceux de leurs fournisseurs et sous-traitants subissent de plein fouet à la fois les conséquences directes de la crise et celles des 'plans d'économies' mis en œuvre par les grands groupes. »* Pour ses auteurs, le rapport de l'Observatoire des multinationales apporte de l'eau au moulin de tous ceux qui réclament des contreparties aux aides publiques. *« Nos données appellent deux exigences, résume l'économiste Maxime*

Combes. *La première, c'est un débat général sur les conditions sociales et environnementales au versement de l'argent public à des entreprises privées. La seconde, c'est un besoin urgent de transparence sur l'utilisation de ces fonds. Dans notre rapport, nous avons tenté de faire un tableau récapitulatif de l'ensemble des aides publiques, pour chaque grande entreprise. Certaines colonnes sont remplies de points d'interrogation : on est incapable, par exemple, d'avoir des informations sur le montant des reports de cotisations sociales consentis aux entreprises. C'est ahurissant, au regard des sommes en jeu !* » « *Certaines entreprises n'ont tout simplement pas besoin d'aides publiques, souligne de son côté Fabien Roussel, secrétaire national du PCF. Je parle des géants du CAC 40, qui continuent à rémunérer leurs actionnaires. En passant, cela renvoie à la nécessité de taxer les dividendes, une proposition formulée notamment par la convention citoyenne pour le climat (pour financer la transition énergétique - NDLR) et qui a été balayée par Emmanuel Macron.* » Le dirigeant communiste convient que cette taxation ne sera pas suffisante : « *La crise qui s'annonce nous oblige à tout remettre sur la table, à commencer par nos modes de production. Il ne suffit pas de s'interroger sur la répartition des richesses, il faut discuter de leur création. Nous avons besoin d'un débat d'ampleur sur ce sujet.* »